

*l'Anti*capitaliste

n°762 | 10 juillet 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE



ZOOM

Antisocial. Pas touche
au chômage du
1^{er} Mai!

Page 3

INTERNATIONAL

Serbie. La révolte des
étudiantEs devient la
révolte de toustes

Page 4

ARGUMENTS

Clap de fin
pour le NFP?

Page 5

CHAMP LIBRE

Droit des peuples.
Internationalisme ou
géostratégie, il faut choisir!

Page 8

Édito

Coup de fil diplomatique?

Par ELIAS VOLA

Macron a rappelé Poutine. Deux ans après l'échec patent de sa politique visant à « ne pas humilier la Russie » pendant qu'elle rasait des villes entières à l'est de l'Ukraine, et alors que les bombardements et les attaques redoublent d'intensité dans tout le pays depuis plusieurs mois, pourquoi ce revirement ? Mise en marge de la diplomatie au Moyen-Orient, la France de Macron souhaite revenir à la table des « grands » sur le nucléaire iranien... et c'est avec Poutine qu'il faut en parler.

Cette inconsistance — à mi-chemin entre une opposition médiatique bruyante et un soutien passif à celui qu'il prétend combattre — caractérise aussi la politique macroniste après vingt et un mois de génocide en Palestine. Le bref rappel à la défense de « l'intégrité territoriale de l'Ukraine », en conclusion du communiqué élyséen faisant suite à son appel, résonne hypocritement avec le « droit d'Israël à se défendre » prononcé par Macron au lendemain de l'agression militaire israélienne contre l'Iran. Le message est clair : les intérêts de la France n'ont que faire des peuples en première ligne face à la folie meurtrière des néofascismes qui s'imposent sur la scène mondiale.

Nous n'avons d'autre choix que d'y opposer un internationalisme conséquent et sans exclusive, celui des peuples contre la raison froide des États. Il est vital de rappeler que les peuples ne sont pas uniquement des victimes mais des acteurs de la résistance, armée et non armée, et qu'il faut défendre leur droit à s'autodéterminer, pour une paix juste et décoloniale.

En Ukraine, cette paix ne passera pas par des coups de fil au dictateur du Kremlin, mais par un rapport de forces qui doit lui être imposé partout où c'est nécessaire. Ce rapport de forces, c'est des armes pour résister aux chars et aux bombes russes, c'est le soutien aux UkrainienNes qui luttent contre le néolibéralisme de Zelensky, c'est aider l'opposition antiguerre en Russie, et c'est défaire l'extrême droite qui vient en France, partisane inconditionnelle de Poutine... comme de Netanyahu.

Bien dit

La commission constate avec « consternation » que « le ministère de l'économie et des finances, malgré des questions écrites précises et réitérées », a été « dans l'incapacité technique » de répondre à une question aussi simple que celle du montant des aides publiques reçues par les entreprises ».

LA COMMISSION D'ENQUÊTE DU SÉNAT a rendu son rapport le 1^{er} juillet et avance le chiffre « indiscutable » de 211 milliards d'euros de subventions aux entreprises en 2023. Vous avez dit assistés ?

À la Une

NI BLINDÉS, NI FRONTIÈRES, NI COLONIALISME

Unis pour la liberté de circulation et le droit des peuples

Le défilé militaire parisien du 14 juillet sera cette année marqué par des symboles particulièrement belliqueux. Des soldats de l'armée de terre ne vont pas défiler, comme c'est d'usage, en habits d'apparat, mais à titre exceptionnel en tenue de combat — casque sur la tête et gilet pare-balles sur les épaules.

Les soldats ne paraderont pas seulement à pied, mais à bord de leurs blindés, en configuration de mission (chars Leclerc, canons Caesar, blindés Scorpion...). Selon le ministère des Armées lui-même, il s'agit d'une « démonstration de force » pour exposer la « capacité de projection rapide d'une brigade complète, en état de combat ».

Augmentation des dépenses militaires

Cette opération de communication participe d'une campagne nationaliste et atlantiste ainsi que d'une politique de militarisation austéritaire. Les membres de l'Otan se sont engagés à porter les dépenses de défense et de sécurité à hauteur de 5 % du PIB d'ici 2035 — ce qui se fera sur le dos des budgets des solidarités et des transformations écologiques. Ce n'est pas l'économie de guerre que certains voudraient enclencher, mais c'est un début.

La vieille recette de l'union sacrée

Surtout, tout cela alimente une petite musique qui marche au pas, une atmosphère de guerre, ou du moins de menace de guerre, dont on connaît la fonction : essayer de gommer les conflictualités qui traversent la société par « l'union sacrée » au nom de la défense de la nation, obtenir un soutien populaire au gouvernement en place, non

pour ce qu'il est, mais pour ce qu'il représente comme direction unique d'un pays menacé.

On comprend que Macron et Bayrou suivent cette pente tant leur légitimité est faible un an après l'échec de l'opération dissolution grâce au sursaut antifasciste du peuple de gauche. La promotion d'un esprit guerrier fait partie des conditions de la fascisation. La seule chose qui soit un peu rassurante dans la configuration actuelle c'est qu'aucun ennemi ne se dégage spécifiquement. Le discours ambiant est celui d'une menace diffuse et protéiforme, ce qui permet à la fois de l'entretenir à peu de frais et de l'alimenter à l'infini, mais limite aussi, dans l'immédiat, le déclenchement d'aventures militaires.

Mobilisation contre le racisme d'État et la fascisation

Cette normalisation de l'état de guerre, cette militarisation des états d'esprit soutient une politique raciste au sein même du territoire français — et d'abord dans ses colonies et à ses frontières. À Mayotte, on n'a toujours pas de bilan humain sérieux du cyclone Chido, qui a dévasté l'île en décembre 2024. À Calais, les gendarmes entrent désormais dans l'eau pour détruire les embarcations à coups de couteau, devant les caméras. Retailleau organise ses petites rafles entre deux

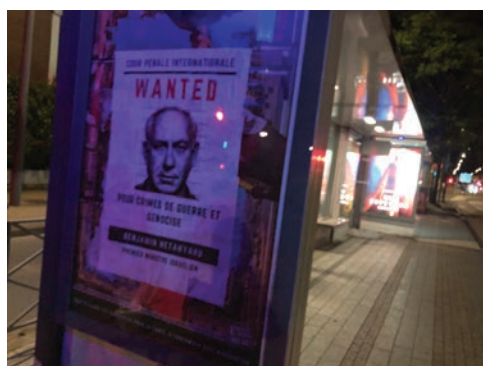


PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

grosses opérations fortement médiatisées. La police fait son travail de contrôles au faciès et de violences racistes, régulièrement encouragée par un système d'impunité bien huilé. Et chaque semaine l'islamophobie fait de nouvelles victimes de violences, pendant que le gouvernement multiplie les perquisitions arbitraires, les fermetures d'institutions, des persécutions qui ne disent pas leur nom et accompagnent néanmoins un mouvement de banalisation des violences racistes, notamment du racisme d'État. Les fermetures des frontières européennes, les contrôles dans les gares et les trains en France, tout cela laisse voir les vents mauvais qui soufflent sur l'Europe qui s'est dotée en 2024 d'un Nouveau pacte européen sur l'immigration et l'asile.

Alors le 14 juillet, à Paris, nous ne serons pas au défilé nationaliste et guerrier. Nous soutenons au contraire la Marche des Solidarités, l'Intercollectif des sans-papiers, le Collectif des Jeunes du Parc de Belleville, Urgence Palestine, la coalition Guerre à la Guerre et toutes les associations qui appellent à une marche pour l'égalité, contre la guerre, le colonialisme et le militarisme, pour la fin immédiate du génocide à Gaza, contre les rafles policières, les contrôles au faciès, pour l'égalité des droits pour toutes et tous et la régularisation des sans-papiers, contre le racisme et pour l'abrogation de toutes les lois et circulaires racistes, toutes les lois islamophobes. Contre les frontières qui tuent, pour la liberté de circulation et la solidarité internationale.

Olivier Lek-Lafferrière



Acturama

Cette année encore, l'équipe Israel-Premier Tech participe au Tour de France. Financée par le milliardaire Sylvan Adams, elle a pour objectif affiché de promouvoir l'État d'Israël. Mais en pleine offensive génocidaire contre Gaza, la campagne BDS dénonce plus que jamais cette présence. Des actions ont été menées dès les premières étapes, comme ici à Lille et à Kemper. © NPA-L'ANTICAPITALISTE

PALESTINE Le plan de purification ethnique de la « Fondation humanitaire de Gaza »

Tandis que Netanyahu rencontre Trump à Washington pour parler « paix », les révélations sur le plan de déplacement massif de population à Gaza mettent en lumière les objectifs du régime. Notre mobilisation contre l'impunité et les livraisons d'armes doit se poursuivre.

À l'heure où nous écrivons, Netanyahu est en route pour Washington, où Trump doit le recevoir afin de « finaliser » un plan de « cessez-le-feu » et de « paix », selon les termes du président américain. Pour se rendre aux États-Unis, l'avion doit survoler l'Europe. Mais il n'a traversé qu'un seul pays : la France — qui lui en a donné l'autorisation en violation flagrante de ses obligations envers le Tribunal pénal international. Ce dernier a en effet délivré des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien, contraignant juridiquement la France à l'arrêter et à le livrer à la justice. Il n'en sera évidemment rien. Ce n'est pas la première fois que Netanyahu survole l'espace aérien français en toute impunité depuis l'émission de ces mandats en novembre dernier.

Un cessez-le-feu incertain
« Le Hamas ne sera plus là » : Netanyahu a, pour la énième fois, posé cette exigence comme condition au cessez-le-feu. C'est le principal point d'achoppement des négociations depuis des mois : le Hamas exige la fin complète du conflit en échange de la libération de toutes les détenuEs, tandis qu'Israël refuse de cesser ses attaques tant que le mouvement n'est pas entièrement démantelé. Le rapport de forces au sein de la classe dirigeante israélienne reste opaque, ce qui rend difficile d'évaluer les chances qu'un accord soit effectif. Toutes les



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

tentatives récentes pour instaurer une nouvelle trêve ont échoué, Israël refusant un cessez-le-feu durable.

Le plan GHF
Mais les dirigeants israéliens semblent avoir d'autres plans. Le 7 juillet, l'agence Reuters a révélé les détails d'un projet de nettoyage ethnique élaboré depuis février par la GHF (la « Fondation humanitaire de Gaza »), l'association prétendument « caritative » chargée d'organiser la distribution de l'aide. Utilisée pour évincer l'UNRWA (l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens), cette organisation a surtout transformé les zones de distribution en champs de tir à

l'aveugle. Sous les bombardements incessants, à Gaza le bilan atteint désormais une centaine de morts par jour. Selon les documents obtenus par Reuters, le plan prévoit la création d'une zone de regroupement au sud du couloir de Morag, incluant Rafah — ou plutôt ce qu'il en reste — afin d'y entasser 600 000 personnes. L'objectif affiché : remplacer l'influence du Hamas sur la population en proposant un lieu de résidence « temporaire et volontaire » pour « se déradicaliser, se réintégrer et se préparer à un futur déplacement ». Doté d'un budget de deux millions de dollars, ce projet s'inscrit dans la continuité de la vision

de Trump pour Gaza, reposant sur des déplacements forcés vers la Jordanie et l'Égypte. Le GHF a formellement démenti ces informations, mais on imagine mal qu'un tel plan ait été conçu pour rien. Il correspond en tout point au rêve israélien de purification ethnique, masqué derrière le prétexte de la lutte contre le Hamas. Prétendre « déradicaliser » une population que l'on massacre, que l'on affame et dont on détruit les infrastructures revient à exiger qu'elle disparaisse. Car il ne devrait être difficile pour personne de comprendre que les GazaouiEs sont aujourd'hui radicalement opposés à l'occupation.

Édouard Soulier

À lire sur le site

Gaza. Le temps est aux paroles radicales, aux actions radicales, par Marie Schwab



Les algues vertes tuent !, par Vincent Gibelin



No comment

LFI est clairement aujourd'hui le parti des voyous et des racailles.

JULIEN ODOUL, député RN, le 7 juillet sur CNews. Le député de l'Yonne en sait quelque chose, lui qui a été condamné à 8 mois de prison avec sursis et 1 an d'inéligibilité sans exécution provisoire dans l'affaire des emplois fictifs du Front national au Parlement européen en mars dernier.

Agenda

Vendredi 11 juillet, soirée « Liberté pour Anan Yaeesh », Paris 19^e. À partir de 18 h 30, au Baranoux, 78 rue Compans. Organisée par Urgence Palestine et Samidoun.

Samedi 14 juillet, défilé internationaliste, « Guerre à la guerre – guerre aux frontières », Paris. À 14 h, Bastille.



Du 19 au 26 juillet, 40^e édition des Rencontres Internationales Jeunes (RIJ), Wallonie (Belgique). Infos : jeunes@nouveauanticapitaliste.org

Du dimanche 24 au mercredi 27 août, 17^e Université d'été du NPA-l'Anticapitaliste, Port-Leucate (11). Accueil le samedi 23 à partir de 14 h et départ le jeudi 28 après le petit-déjeuner.

ANTISOCIAL Pas touche au chômage du 1^{er} Mai!

Avec le soutien du gouvernement, le Sénat a commencé l'examen d'une proposition de loi visant à faciliter le travail du 1^{er} Mai. Le 1^{er} Mai est à nous, défendons-le!

Le 1^{er} Mai est le seul jour férié dont le chômage est obligatoire. Le travail n'est permis que lorsque l'activité ne peut être interrompue, et dans ce cas la journée doit être payée double.

Une entrave à la liberté d'exploiter

C'est trop pour les patrons et le bloc parlementaire bourgeois, qui prétextent un vide juridique pour s'y attaquer, car le code du travail ne définit pas le critère d'impossibilité d'interrompre le travail. Il fait cependant l'objet d'une interprétation très stricte, au cas par cas, par les tribunaux, qui ont eu à maintes reprises l'occasion de rappeler le caractère d'ordre public social du chômage du 1^{er} Mai. Pour les patrons, l'« insécurité juridique » tient surtout au fait que les juges exigent d'eux qu'ils apportent la preuve de l'impossibilité d'interrompre le travail, alors qu'il leur suffirait de fermer l'entreprise le temps d'une journée. La situation leur est encore plus insupportable au vu des contrôles effectués par l'inspection du travail, aboutissant à des amendes pénales, perçues comme des entraves à la liberté d'exploiter.



Vers l'alignement sur le travail du dimanche

L'exposé des motifs de la proposition de loi affirme ne pas vouloir remettre en cause le chômage du 1^{er} Mai, mais tenir compte de la particularité de certaines professions, boulangers ou fleuristes notamment, « qui participent pleinement à notre vie quotidienne et à notre patrimoine culturel ». Pour ce faire, le texte supprime le critère d'impossibilité d'interrompre le travail et aligne le régime du travail du 1^{er} Mai sur celui du travail du dimanche, autorisé au moyen

d'une liste d'établissements et de travaux pour lesquels le repos hebdomadaire peut être donné un autre jour de la semaine. Or cette liste se prête à toutes les manœuvres : d'une part, elle est facilement modifiable par décret ; d'autre part, elle fait l'objet d'intenses actions de lobbying patronal, à l'instar du secteur du commerce d'articles de bricolage qui a pu l'intégrer en 2014. En outre, le repos dominical est un des acquis les plus durement attaqués ces dernières années sous la pression des entreprises, qui finissent par obtenir la légalisation de pratiques prohibées : il est à craindre que l'adoption de la proposition de loi ne soit que le prélude à d'autres attaques.

Défendre la journée internationale de lutte des travailleurEs

Le déchaînement démagogique observé cette année contre le chômage du 1^{er} Mai, de la ministre du Travail Catherine Vautrin annonçant qu'elle travaillerait gratuitement dans une boulangerie à Cyril Hanouna prétendant sur Europe 1 faire sauter un procès-verbal de l'inspection du travail, n'a rien d'anodin. Au-delà de l'aspect juridique, c'est bien la journée commune de lutte des travailleurEs du monde entier qui est dans le collimateur de la bourgeoisie. Moins de monde en manifestation, plus de monde au travail, c'est le rêve des patrons. Pour défendre notre 1^{er} Mai, reprenons la rue!

Julien Dumans

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **l'Anticapitaliste.org**

l'Anticapitaliste l'hébo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



AFRIQUE DE L'OUEST Togo : la jeunesse contre la dictature

Une vague de répression sanglante a frappé les mobilisations des 26, 27 et 28 juin. À l'origine, l'arrestation d'un jeune rappeur critique du régime. Face à un pouvoir dynastique verrouillé par l'armée, la jeunesse togolaise exprime un désir de changement que le régime tente d'éteindre dans la terreur.

Le gouvernement togolais a répondu, comme à son accoutumée, par une violence extrême aux manifestations qui se sont déroulées les 26, 27 et 28 juin derniers. Des premiers rassemblements avaient eu lieu lorsque les autorités avaient procédé à l'arrestation d'Aamron, un jeune rappeur qui avait appelé ironiquement la population à offrir un cadeau spécial pour l'anniversaire de Faure Gnassingbé, aux affaires depuis 2005, succédant à son père, lui-même resté au pouvoir pendant 38 ans.

Un pouvoir dynastique verrouillé

Transféré dans un hôpital psychiatrique, Aamron avait présenté ses excuses au président, expliquant qu'il avait retrouvé son équilibre psychologique. Beaucoup de monde a été révolté par cette mise en scène sordide, d'autant que sa mère avait témoigné, lors de sa visite, que son fils avait été passé à tabac. Des manifestations spontanées avaient éclaté, notamment dans la capitale, à Lomé, suivies de nombreuses arrestations par la police. Ce n'était pas le premier artiste à être emprisonné. Le poète Honoré Sitsopé Sokpor, alias « Affectio », s'est retrouvé derrière les barreaux pour un poème publié sur Facebook prônant la résistance. Sur les réseaux sociaux, blogueurEs et artistes, le plus souvent de la diaspora, avaient lancé un appel à manifester contre la dictature.

Après quatre mandats présidentiels issus de mascarades électorales, Gnassingbé a procédé à un changement constitutionnel. Désormais, il devient président du Conseil des ministres, élu par l'Assemblée nationale, sans aucune limitation de mandat. Si la fonction de président de la République est maintenue, elle n'est plus que protocolaire.

Ainsi, Gnassingbé pourra s'éterniser au pouvoir, en s'exonérant de l'élection présidentielle qui cristallise la vie politique dans le pays. Une longévité assurée par sa mainmise sur l'armée. En effet, le dictateur est issu de la communauté kabyè, qui représente un peu plus de 10 % de la population, mais compose à 70 % l'armée togolaise.

Briser la révolte dans le sang

Le bilan de la répression des manifestations des trois jours est lourd : sept mortEs, des dizaines de blesséEs et une soixantaine d'arrestations. Des cadavres ont été repêchés dans le lac d'Akodessewa et dans la lagune de Bè. Nombre de témoignages indiquent que les forces de l'ordre sont entrées dans les maisons, tirant des grenades lacrymogènes, tabassant les habitantEs et enlevant certaines personnes. Des civils armés, cagoulés, dans des pick-up neufs et sans immatriculation, agissaient aux côtés des forces de l'ordre.

Comme justification, les autorités ont servi des balivernes. Le gouvernement n'aurait fait que défendre l'État de droit ; les mortEs retrouvés dans la lagune et le lac seraient de simples noyéEs ; et les civils armés dans les 4 × 4 seraient de simples citoyens organisés en groupes d'auto-défense pour protéger leurs biens. Le but de Gnassingbé est de frapper violemment pour instaurer un climat de terreur et étouffer dans l'œuf des mobilisations qui se nourrissent d'un désir de changement. Cela n'empêche nullement l'ambassade de France au Togo de fournir du matériel à la police, notamment des radios portatives ou 500 menottes de type « serflex ».

Paul Martial

SERBIE La révolte des étudiantEs devient la révolte de toustes

Le 1^{er} novembre 2024, l'auvent de la gare de Novi Sad s'effondre, tuant 16 personnes. Cet incident a été le détonateur d'une contestation généralisée du pouvoir du président Vučić et d'une mobilisation démocratique inédite.

Le 5 novembre, des milliers de personnes se sont rassemblées dans les rues de Novi Sad pour manifester leur indignation. La conviction partagée est que l'accident aurait pu être évité si les autorités avaient tenu compte des risques d'accident sur lesquels un technicien avait alerté.

Une dynamique étudiante fondée sur l'autogestion

Malgré la mise en examen du ou de la responsable du chantier, la contestation s'étend dans le milieu étudiant. Début novembre, toutes les universités du pays participent à la contestation. Le Premier ministre Miloš Vučević présente sa démission. La contestation est majoritairement animée par les étudiantEs qui occupent les facultés — souvent avec le soutien de leurs professeurEs. Des assemblées libres s'y tiennent pratiquement en permanence. On y expérimente la démocratie directe. Il ne peut y avoir de leader, car les manifestantEs craignent la concentration du pouvoir et prennent en compte le risque de répression ciblée. Les étudiantEs ont initié des marches de protestation dans tout le pays pour dénoncer la corruption, le clientélisme, l'autoritarisme. Cette mobilisation exprime le début d'une recherche d'alternative au



France, Strasbourg, le 15 avril 2025, des pancartes brandies en soutien aux étudiantEs serbes. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / ALEXANDRE

système parlementaire serbe, qui concentre le pouvoir entre les mains de minorités. Des participantEs affirment n'avoir eu, six mois avant les événements, aucun intérêt pour la politique et sont à présent satisfaitEs de pouvoir s'investir.

Une mobilisation populaire nationale

Les marches sont très bien accueillies par la population et rencontrent un large soutien populaire. Dans les campagnes, des paysanNEs offrent régulièrement nourriture et hébergement, et saisissent l'occasion pour dénoncer les prix dérisoires auxquels leurs produits sont rachetés par les grands groupes de distribution.

Le 15 mars 2025, le mouvement a pris une dimension générale. Une manifestation de plus de 300 000 personnes a eu lieu à Belgrade. Il semble que son ampleur — le pays compte 6,5 millions d'habitantEs — ait amené le pouvoir à renoncer à la répression, bien qu'un coup de canon assourdissant ait été tiré pour disperser la foule. L'importance de la mobilisation n'a cependant pas amené le président Vučić à modifier sa posture ni à entamer un dialogue avec les contestataires.

Le 28 juin 2025, la manifestation à Belgrade a rassemblé 140 000 personnes. Les étudiantEs ont déclaré que le mouvement se transformait en protestation citoyenne. L'illégitimité du gouvernement a été proclamée. Deux

revendications politiques sont désormais mises en avant : la convocation d'élections anticipées et le démantèlement d'un camp militaire. Les motifs de mobilisation s'élargissent : corruption endémique, bradage des ressources naturelles à des entreprises étrangères, conditions précaires des travailleurEs et des agriculteurEs.

Répression et solidarité internationale

Face à ce nouvel élan démocratique, le gouvernement a répondu par la violence et les interventions policières. Un durcissement de la répression s'annonce dans les prochaines semaines. Depuis le 28 juin, des blocages de carrefours stratégiques se poursuivent partout dans le pays, et particulièrement dans la capitale. Personne ne sait comment le pouvoir réussira à se dégager de l'impasse dans laquelle il s'enfonce. Le choix de la répression et sa dérive autoritaire ne sont pas de nature à favoriser l'acceptation de la candidature de la Serbie à l'entrée dans l'Union européenne, qui est pourtant une priorité affichée du pouvoir. Il faut amplifier les mouvements de solidarité avec le peuple serbe, comme cela a déjà été le cas lors des deux visites de manifestantEs serbes à Bruxelles et à Strasbourg.

Lucien Perpette

GRÈCE Festival antiraciste à Athènes, un grand succès sur fond d'offensive de racisme d'État

Des milliers de participantEs, de nombreux débats et une solidarité internationale affirmée : le Festival antiraciste d'Athènes 2025 témoigne de la vitalité du mouvement antiraciste, malgré une situation politique alarmante en Grèce.

Le 26^e Festival antiraciste a de nouveau vu participer des milliers de personnes, dont de très nombreux jeunes, aux débats, aux concerts, aux repas de cuisines du monde entier, à la découverte des stands politiques et associatifs (avec de nombreuses associations de peuples étrangers)... Comme chaque année, il s'agit d'un moment d'organisation unitaire qui reflète la force du mouvement antiraciste — même si celui-ci reste trop fragmenté le reste de l'année.

Une politique raciste assumée par le gouvernement Mitsotakis

Le gouvernement grec de Kyriakos Mitsotakis est en pointe dans la politique anti-réfugiéEs, en conformité avec les orientations de l'Union européenne... qui, en même temps, trouve qu'il est trop démonstratif dans sa politique raciste ! Ainsi, le précédent ministre « de la Migration », Makis Voridis, était-il le responsable des jeunesses de la junte fasciste des colonels. Il a été immédiatement remplacé à ce poste par le fils de l'idéologue nazi Kostas Plevris, qui avait fait connaître son programme il y a une dizaine d'années : tuer des réfugiéEs pour les dissuader de venir. Avec de tels ministres, nommés par Mitsotakis pour fidéliser l'électorat d'extrême droite, on comprend que la situation est intolérable. Ainsi en est-il dans les « camps d'accueil », situés sur des îles face à la Turquie et en réalité invivables. La Commission européenne dénonce en outre l'absence de la moindre



DR

aide financière aux réfugiéEs reconnuEs comme telEs. La situation des mineurEs non accompagnés est très inquiétante et l'État grec a été deux fois condamné par le Tribunal européen des droits de l'homme à ce sujet. Par ailleurs, les refoulements illégaux de bateaux vers les eaux internationales continuent, deux ans après le naufrage du bateau transportant 750 réfugiéEs, dont plus de 600 ont péri au large de Pylos. Les avocatEs des rescapéEs demandent des poursuites pénales contre les responsables des autorités censées organiser le sauvetage, mais qui ont recueilli très tardivement les victimes. Ajoutons la passivité des autorités face à l'organisation, fin juin, d'un véritable pogrom à l'initiative de fascistes, contre l'installation par l'administration de 500 réfugiéEs sur un stade en Crète...

Un espace de solidarité et de luttes internationales

Les exactions racistes en Grèce ont été au centre de nombreux débats, mais bien d'autres questions ont été abordées. En particulier, la course au réarmement, débat suivi par au moins 500 personnes, auquel participait entre autres Rima Hassan. Et bien sûr, la solidarité avec la Palestine, qui s'affichait un peu partout, reflet des nombreuses manifestations de soutien en Grèce. Sans oublier des ateliers comme la présentation de *Fascisme et grand capital* de Daniel Guérin, traduit par notre camarade Tassos Goudelis.

Un festival vigoureux, alors que Mitsotakis, en alliant politique de droite extrême et clientélisme traditionnel à sa famille politique, s'enfonce dans un nouveau scandale — cette fois lié à des subventions européennes accordées pour des moutons fictifs...

A. Sartzekis, Athènes, le 6 juillet 2025

À lire sur le site

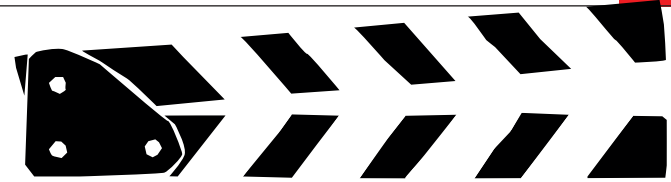


États-Unis. Le désastreux « Big Beautiful Bill » de Trump, par Dan La Botz



En Allemagne, le gouvernement Merz et la « loi du plus fort », par Heinrich Neuhaus

CLAP DE **FIN** POUR LE NFP ?



Un an après les élections européennes, où le RN était à son plus haut niveau, et la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024, qui a suscité la formidable mobilisation unitaire des associations, syndicats et partis, sous la forme du NFP (Nouveau Front populaire), celui-ci semble n'être plus qu'un souvenir. Le point par Fabienne Dolet et William Daunora.

Où en est la gauche un an après le NFP ?

Il y a un an, le NPA-l'Anticapitaliste prenait part au Nouveau Front populaire, constitué à l'initiative des partis politiques autour des Écologistes, du PS, du PCF et de LFI, notamment à travers la candidature de Philippe Poutou dans la première circonscription de l'Aude, mais aussi à travers l'intervention de nos militants dans de multiples collectifs locaux, notamment à Avignon autour de Raphaël Arnault.

L'espoir que cette alliance électorale puisse se transformer en un mouvement de fond de la population a existé, notamment dans l'entre-deux-tours. Cette mobilisation électorale et militante a permis d'obtenir un répit contre l'extrême droite. Le NFP a su rassembler partis, syndicats et associations en défense des intérêts des travailleurEs et du plus grand nombre d'un point de vue social, écologique et démocratique. Néanmoins, cette mobilisation n'a pas permis de faire du NFP la force politique majoritaire malgré un programme à rebours des politiques de cadeaux aux riches menées depuis plus de 15 ans.

Une occasion manquée

Minoritaire à l'Assemblée nationale, le NFP s'est retrouvé confronté à ses divisions. Incapable de se mettre d'accord sur le nom d'un Premier ministre, le NFP n'a pas pu imposer sa légitimité. Macron, seul, ayant lâché les



siens, a pu laisser pourrir la situation pendant deux mois jusqu'à la nomination d'un homme de droite, issu

d'une formation politique très minoritaire à l'Assemblée nationale, Michel Barnier. C'est sans doute la première

occasion manquée du NFP : ne pas avoir trouvé à temps quelqu'un pour être Premier ministre. Symptomatique ! Les

quatre principaux partis, prisonniers d'une logique électorale et institutionnelle, n'ont pas réussi à dépasser leurs clivages.

Pour LFI en particulier, la campagne lancée en septembre contre le déni de démocratie de Macron et la demande de destitution du Président apparaissait comme une tentative de faire une campagne présidentielle anticipée, sans mobiliser les collectifs autour des revendications du NFP. Les divisions au sein de LFI, ayant conduit aux « purges » avaient brouillé les cartes dans certains endroits.

Logique institutionnelle

Depuis, le fossé dans le NFP n'a fait que se creuser, notamment entre LFI et le PS, à propos en particulier des retraites. En lançant son conclave sur les retraites, Bayrou, Premier ministre introuvable, espérait bien fracturer le NFP, entre les partisans du dialogue et les autres, entre la gauche d'accompagnement et celle de rupture. En partie, il a réussi son pari et mis un coup d'arrêt

au NFP. Tout le monde pouvait prédire l'échec du conclave sur les retraites, mais le PS a voulu se montrer « responsable »...

En lançant son conclave sur les retraites, Bayrou, Premier ministre introuvable, espérait bien fracturer le NFP

Néanmoins, la division dans le NFP tient d'abord aux logiques très institutionnelles des quatre grands partis, chacun misant sur son propre positionnement en vue des échéances électorales futures. Quelques collectifs NFP ont pu se construire à la base dans certaines villes, à Saint-Denis par exemple. Même si cela reste insuffisant pour peser de façon démocratique sur l'orientation du NFP et les décisions des éluEs à l'Assemblée nationale, ces collectifs sont un point d'appui pour mobiliser.

Un front social et politique à construire

La réactivation du NFP paraît très peu probable. Une dynamique nationale est même impossible au regard de l'hétérogénéité des réalités locales. Pourtant combattre l'extrême droite et construire un front social et politique réunissant la gauche associative, syndicale et politique sur la base d'un programme de rupture reste plus urgent que jamais. De ce point de vue, le NFP est-il toujours un outil majeur au service de notre camp social ?

On reprend les mêmes...

Le 2 juillet, à Bagneux, à côté de Lucie Castets — la candidate présentée par le NFP pour le poste de Premier ministre et ignorée par Macron — se tenaient Marine Tondelier (Les Écologistes), Olivier Faure (PS), François Ruffin (Debout), Clémentine Autain (L'Après) et Benjamin Lucas (Génération.s). Filiation revendiquée ? Le NFP et ses 9 millions de voix. Objectif affiché ? « Produire une dynamique dans le pays » autour de la désignation, lors d'une primaire en 2026, d'une candidature commune de la gauche à la présidentielle de 2027...

Quelle activité va créer cette dynamique ? La définition des modalités de la primaire qui

Comment remettre en mouvement notre camp social ? Comment reprendre l'initiative dans une situation où le danger que représente l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir est aussi grand qu'il y a un an ?

aurait lieu entre mai et octobre 2026... Un programme ? Il n'en est pour l'instant pas question. Le casting avant tout. Cette initiative rejoue le NFP mais en farce, en ne gardant que son principal problème : l'accord d'appareils. Aucune réponse aux enjeux immédiats, aucune dynamique à la base et pas de programme qui trace une perspective de rupture avec les politiques libérales mises en œuvre depuis 40 ans, y compris par la gauche gestionnaire.

L'unité à la base

La situation exige bien mieux, et des possibilités existent. Le cadre NFP uni qui fut à l'origine de plusieurs rencontres nationales, les réseaux qui persistent (comités actifs, boucles de messagerie, etc.) sont des points d'appui. Malgré les réalités locales très diverses, il n'existe pas de cadre unitaire qui fonctionne mieux que le NFP actuellement, là où il existe encore.

C'est ainsi que le 9 juin dernier, toutes les organisations politiques, syndicales et asso-

Malgré les réalités locales très diverses, il n'existe pas de cadre unitaire qui fonctionne mieux que le NFP actuellement

ciatives de Montargis ont été à l'initiative d'un rassemblement unitaire contre le fascisme, pour s'opposer à la réunion du RN dans le Loiret.

Quel front social et politique ?

Alors que le secteur du social est confronté à des coupes budgétaires massives de la part des collectivités territoriales, que le gouvernement va tenter de faire adopter plus de 40 milliards de coupes dans les dépenses publiques et que la pauvreté est au plus haut selon l'INSEE depuis 30 ans (touchant plus de 15% de la population), la question de la répartition des richesses pourrait dominer la rentrée.

La tentative pour faire adopter ce budget austéritaire sans précédent, pour continuer à

subventionner le capital et financer la course à l'armement imposée par les États-Unis, pourrait polariser la situation politique à la rentrée. Et la survie du gouvernement Bayrou à l'automne passera par un accord avec le RN. Parallèlement, dans le privé, les restructurations, fermetures de sites et licenciements vont se poursuivre dans un black-out médiatique et politique. Dans un tel contexte, il paraît tout à fait envisageable de construire des cadres de mobilisation unitaires pour résister à l'offensive austéritaire et raciste et mettre à l'ordre du jour un autre budget, des mesures pour les services publics, l'emploi, les salaires et les minima sociaux. Ces cadres ouvriraient la possibilité que le mouvement ouvrier fasse irruption sur la scène politique, à la condition d'une campagne reposant sur des comités de base vivants et démocratiques, portant un programme de rupture et où le centre de gravité est dans la rue. Cette campagne pourrait peser positivement sur les campagnes électorales à venir et permettre l'expérience de la démocratie vivante.

LES RÉSISTANTES Les luttes écologistes ont rendez-vous en Normandie

Du 7 au 10 août, dans l'Orne, les Résistantes rassembleront une multitude de collectifs pour faire converger les luttes écologistes, féministes, sociales et antiracistes. Une rencontre militante où se prépare un front commun contre les oppressions systémiques.

Si l'édition de 2023 dans le Larzac a permis de rendre hommage à une lutte emblématique et victorieuse du passé, cette année, les luttes écologistes se retrouveront sur un territoire actuellement en prise avec l'actualité : la lutte contre la 2x2 voies 924 dans l'Orne, entre Briouze et Sevrai. Le prisme reste centré autour des luttes locales, mais une attention particulière sera portée à pour qu'une diversité d'enjeux soient abordés : luttes sociales, paysannes, syndicales, écologistes, pour nos droits, luttes féministes et queer, luttes antiracistes... L'objectif est de favoriser les alliances autour de thématiques de luttes de terrain communes.

Un programme inclusif

Le programme des Résistantes est dense et riche. Les temps consacrés aux luttes écologistes traiteront de la riposte face à l'offensive anti-écologiste, de la construction d'une alliance contre l'extractivisme et contre la bétonnisation du monde, de l'élaboration d'un front contre le numérique et son monde — tout en évitant les écueils réactionnaires —, des enjeux de la lutte antinucléaire, de l'état des lieux des luttes de l'eau ou encore de la mobilisation contre les incinérateurs.

De nombreux ateliers de lutte contre l'extrême droite sont aussi prévus, des campagnes aux quartiers populaires, avec des temps de formation. Sur le féminisme, des tables rondes seront organisées sur les masculinistes de gauche, sur des initiatives en ruralité ou sur le « faire famille autrement », avec des formations contre les VSS (violences sexistes et sexuelles), « pour une justice qui répare réellement » ou pour accompagner les victimes.

Construire une alliance des luttes

Les luttes antiracistes et décoloniales seront également mises à l'honneur avec un temps sur la libération de la Palestine comme exemple d'écologie de la libération, sur l'écoféminisme, sur un « décolonialisme internationaliste », sur les luttes contre l'islamophobie ou encore sur la continuité des violences coloniales. Les luttes paysannes mettront à l'honneur des thématiques comme la Sécurité sociale de l'alimentation, la question des pesticides, les luttes contre le solaire photovoltaïque sur sol vivant, ou la question paysanne depuis une perspective féministe. Un coup de projecteur sera proposé sur les luttes historiques en Basse-Normandie. Les luttes sociales traiteront de la réappropriation des moyens de production, des dissolutions autoritaires, des luttes pour la préservation des services publics, du temps de travail, de la remilitarisation en cours, des luttes à l'université, de l'importance du syndicalisme ou encore de la question du logement pour gagner la bataille contre les bailleurs.

Les luttes TPGBI (trans, pédé, gouine, bi, inter) aborderont la question des TPGBI en ruralité et de la contre-attaque face aux offensives transphobes. Enfin, des ateliers sur le soin militant seront organisés, ainsi que sur l'outillage des luttes : antirépression, enquêtes, lutte contre les oppressions, médiatisation, etc.

De nombreux camarades seront présentEs aux Résistantes, et même dans l'organisation, qui sera un temps fort de cette année 2025 !

An Gwesped



<https://lesresistantes.fr/>

ÉCOLOGIE La canicule aggrave les inégalités

Pourtant, le changement climatique reste brandi comme une menace abstraite, une fatalité presque « divine », face à laquelle on « sensibilise » à tour de bras les populations « mal éduquées », tout en prenant soin de ne remettre en question ni les énergies fossiles ni, bien sûr, le système capitaliste et colonial qui en est à l'origine. Quel meilleur exemple de cette dissociation que la lutte ce week-end contre l'A69 : présentée aux infos comme un trouble à l'ordre public (et économique), tandis que les opposantEs luttent précisément contre cet écocide qui participe à nous étouffer littéralement.

Injustice climatique, inégalités renforcées

Pourtant, nous ne sommes pas toustes étouffés de la même façon. L'écologie pirate de Fatima Ouassak rappelait déjà que s'adapter au changement climatique (et donc se protéger de ses impacts) n'est pas — et ne sera pas — accessible à toustes, en fonction de son genre, de sa classe, de son lieu de résidence ou de son assignation raciale. Et qu'à l'instar de la gestion de la crise du Covid, la gestion de la crise climatique par les gouvernements est classiste, validiste et raciste.

Les températures vont mettre à rude épreuve nos systèmes énergétique, scolaire, sanitaire, et vont encore accentuer les inégalités. Logements exigus et mal isolés, métiers pénibles, éviction des lieux publics et culturels, précarité constituent alors une

Les températures explosent, et la France se rappelle soudain que le chaos climatique n'est pas une réalité lointaine, dont on peut continuer à détourner le regard. Les épisodes caniculaires, plus intenses et plus fréquents, ne sont pas les seuls effets du chaos climatique. Inondations, incendies, sécheresses... frappent et tuent toujours plus.



Dimanche 28 mars 2021, marche pour le climat à Paris. PHOTOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL/PATRICE LECLERC

double peine. Les travailleurEs essentielEs se retrouvent encore une fois contraintEs de poursuivre leur activité sous 40°C, où toute mesure de protection ne doit surtout pas freiner leur production au service des autres.

Mesures gouvernementales : poudre aux yeux

Au lieu de fermer les écoles par forte chaleur, il faut mettre en place un plan d'urgence massif d'investissement pour isoler les bâtiments et végétaliser les cours de récréation. L'urgence exige aussi d'en finir avec les « bouilloires thermiques », ces logements sociaux et habitats précaires construits avec des

matériaux peu performants en termes d'isolation thermique, qui deviennent des fournaies en été. Le décret « chaleur », applicable dès le 1^{er} juillet, tombe à pic pour se donner bonne conscience. Mais on est bien loin de la prise en compte des effets du changement climatique sur le travail et la société.

Le texte se contente de réaffirmer les principes qui existent déjà dans le droit du travail : la prévention des risques professionnels, qui impose à l'employeur d'évaluer les risques auxquels ses salariéEs sont exposés, de prendre les mesures nécessaires pour protéger leur sécurité et leur santé, et d'adapter le travail aux travailleurEs. Il est

bien avare en réglementation : mise à disposition d'eau fraîche et température « adaptée », merci ! Mais aucun seuil de température ou niveau d'alerte canicule n'est défini, au-delà desquels les pauses payées seraient obligatoires ou le travail simplement interdit.

Justice climatique, bataille syndicale

Ainsi, les représentantEs syndicalEs portent la responsabilité d'aller conquérir le minimum vital, dans l'urgence, avec des armes dérisoires et inéquitables. Notons que, là encore, les secteurs d'activité les plus fragiles, féminisés, diffus — TPE, travailleurEs des plateformes — partent désavantagés.

Même si les victoires sont à saluer, comme le plan obtenu par la CGT de la Bibliothèque nationale de France, avec, entre autres, une heure en moins sans perte de salaire au-dessus de 32°C, et la journée entière au-dessus de 35°C. La justice climatique est un enjeu de lutte des classes, d'antiracisme et de féminisme, qui doit désormais être au cœur de la bataille syndicale et politique. Il s'agit de lutter pour toustes, pour aujourd'hui et pour demain à la fois. C'est une lutte pour la survie, pour la dignité et pour l'égalité, qui se joue dans toute la société.

Commission écologie

INDUSTRIE Avis de tempête dans l'industrie automobile européenne

Recul des ventes, menaces de fermetures, reconversions militarisées : l'industrie automobile européenne entre dans une phase de turbulences profondes. Et les capitalistes s'en sortent toujours mieux que les ouvrierEs.

Les ventes de voitures atteignent, en Europe, un niveau de dix millions de véhicules par an, très loin des 15 millions d'avant le Covid. En France, elles ne cessent de baisser, avec une chute de 8% depuis le début de l'année.

Les ventes de voitures électriques ne prennent pas à temps le relais des voitures à moteur thermique. Le grand recul européen des mesures écologiques pourrait aboutir à une remise en cause de la date de 2035 pour l'interdiction des ventes de voitures neuves à moteur essence et diesel.

Surproduction et fermetures en vue

Partout en Europe occidentale, le niveau actuel des ventes entraîne une surproduction évaluée à près de 50% des capacités installées. Comme le patronat refuse le partage du travail disponible entre toustes, des annonces de fermetures d'usines sont à prévoir. Après Volkswagen ces derniers mois, Stellantis est maintenant en première ligne des attaques probables. Pour l'usine de Poissy, le club de football PSG a engagé des négociations pour construire son prochain grand stade sur la friche industrielle de l'usine, condamnée à la fermeture. Les autres usines de Stellantis en France sont aussi sur la sellette, notamment celle de Rennes, au plan de charge incertain.

Reconversions militaires

Les firmes automobiles sont sollicitées pour participer à la relance européenne de l'industrie de l'armement. La dernière des fonderies produisant pour Renault, les Fonderies

de Bretagne, a été rachetée par le groupe Euplasmat pour y fabriquer des corps d'obus. Face aux menaces de fermeture, cette reprise n'a pas suscité d'opposition dans l'usine, le syndicat CGT demandant à participer au comité de suivi de l'activité.

Par ailleurs, Renault a engagé des discussions pour co-installer en Ukraine une usine de fabrication de drones. Les décisions annoncées en France sont moins avancées que celles en Italie, où Fiat a continué de développer une activité de production de matériel militaire, et en Allemagne, où les groupes Bosch et Continental prévoient de participer à la reconversion d'usines de pièces automobiles.

Profits, primes et abandons

Dans cette situation d'aggravation de la crise, la valse des patrons-mercenaires, Tavares chez Stellantis et De Meo chez Renault, n'est pas qu'anecdotique. Le licenciement de Tavares, accompagné d'une prime de départ de 12 millions d'euros, sanctionne les limites atteintes par sa politique de « gagner plus en produisant moins » de voitures, de plus en plus chères. Alors que c'est aux États-Unis, principal gisement de profits de Stellantis, que cette politique a d'abord calé, le remplacement de Tavares entraîne un déplacement du centre de gravité du groupe de l'Europe vers les États-Unis, autour de Chrysler et de ses Jeep.

Ce changement s'accompagne du désengagement progressif de la famille Peugeot de Stellantis et de l'automobile. Les 7% du capital de Stellantis qu'elle détient sont très inférieurs aux 15% détenus par la famille Agnelli, et ne

sont pas appelés à augmenter. Le holding de la famille Peugeot a déclaré vouloir « poursuivre ses investissements dans d'autres secteurs pour diversifier son portefeuille hors automobile ». Le départ de Renault de son patron De Meo pour la firme de luxe Kering indique que pour ce genre de mercenaire, l'avenir est aujourd'hui plus prometteur dans le secteur du luxe. Cinq ans de présence, 8 000 emplois supprimés, et puis s'en va pour s'enrichir davantage avec Gucci et la haute couture.

Ces actionnaires et mercenaires mettent en pratique les reconversions : celles de capitaux et de carrières. Laissant au passage usines fermées et emplois supprimés. Plutôt qu'accepter ce laisser-faire mortifère, la reconversion des outils de production et des savoir-faire ouvrierEs pour produire des biens socialement utiles serait bien une exigence du moment. Force est de constater que le mouvement ouvrier et le mouvement social n'ont pas encore trouvé les réponses à la hauteur de l'ampleur des casses industrielles en cours.

Jean-Claude Vessillier

À lire sur le site



La résistance n'est pas un crime ; les projets écocidaire si



Exploiter, entasser, faire taire : dans les vignes, le capitalisme agricole à nu



Une Turboteuf réussie contre l'A69



Unité à Grenoble contre les dissolutions !



Préparer les combats

Chaque année, l'université d'été est un moment privilégié de rencontres et d'échanges entre militantEs du NPA et d'ailleurs. Jeunes ou moins jeunes, étudiantEs ou retraitésEs, de différentes régions, fortEs de nos expériences locales et de construction dans des cadres divers : syndicats, luttes féministes, antiracistes ou écologiques, mouvement pour la Palestine, etc. À ne pas rater donc, surtout pour préparer notre rentrée sociale et nous mettre en ordre de bataille face aux capitalistes et à l'extrême droite !

Les attaques contre notre classe se poursuivent et perdurent : retraites, Sécurité sociale, salaires, licenciements... Tous nos conquies sociaux y passent alors même qu'un rapport de l'Insee, paru le 7 juillet nous rappelle cette réalité : la pauvreté et les inégalités atteignent des taux records depuis 30 ans. Dans ce contexte, l'extrême droite gagne du terrain et se rapproche de plus en plus de la prise du pouvoir. Notre classe doit donc plus que jamais s'organiser, lutter ensemble, se reconstruire et se battre. En un mot comme en cent : regagner la rue.

Le travail en question

Notre université d'été sera un moyen pour nous de nous préparer aux combats qui s'annoncent. Nous reviendrons sur un anniversaire : celui de la Sécurité sociale qui fête cette année ses 80 ans et nous verrons comment cette avancée, qui a été majeure pour toutes les travailleuses, est toujours et encore attaquée. Nous aborderons aussi la question de la santé au travail dans un contexte où nos conditions de travail se dégradent toujours plus et où le nombre de morts au travail augmente. Enfin nous verrons aussi comment le travail se modifie et se réorganise avec Cédric Durand, d'un côté, autour de la nouvelle économie numérique et avec Claude Serfati, de l'autre, sur la question des économies de guerre.

Progression du fascisme

Ugo Palheta présentera son dernier livre *Comment le fascisme gagne la France* pour mieux comprendre les ressorts de la montée de l'extrême droite, et notre forum, grand moment d'échange, sera un grand temps de débats avec les autres forces politiques et syndicales sur la rentrée sociale notamment sur les moyens de faire face aux attaques capitalistes et à la progression du fascisme. Nous sommes déjà plus de 170 inscritEs à l'université d'été alors n'hésitez pas à vous rendre sur le site pour vous inscrire en ligne (npa-lanticapitaliste.org/UDT2025) ou adresser chèque, chèques vacances ou espèces directement à NPA-l'Anticapitaliste, Université d'été, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil). Pour nous contacter, la boîte mail de l'UDT : universite.ete@nouveaupartianticapitaliste.org **Commission Université d'été**

CPN Le NPA uni et en ordre de bataille pour la rentrée

Le dernier CPN (Comité politique national, l'instance large de direction politique du NPA) avant les vacances d'été nous a mis en ordre de bataille pour la rentrée, en continuant d'avancer sur nos deux jambes, unitaire et révolutionnaire.

La jambe unitaire d'abord. Là où ils existent, nous investissons et construisons les cadres du NFP (Nouveau Front populaire). Face aux attaques gouvernementales prévues pour la rentrée (nouvelles coupes budgétaires, poursuite des licenciements, extension du travail le 1^{er} Mai), nous prenons contact avec les organisations du mouvement social pour construire les résistances nécessaires. Enfin, nous participons aux municipales là où cela a du sens, de façon unitaire, sur la base du programme du NFP, avec nos lignes rouges et en défendant honnêtement nos positions. Si nous avons des éluEs, ce ne sera pas dans une majorité de gestion du système (donc pas avec le PS), et nous conserverons une totale liberté de vote (en particulier sur le vote du budget) et d'expression.

« Reprenons la rue », un mot d'ordre et une stratégie

La jambe révolutionnaire ensuite. Nous avons voté la mise en place à la rentrée d'une campagne ambitieuse de l'ensemble du parti sur le thème *Reprenons la rue*. Cette campagne doit nous permettre d'apparaître et d'exister, de nous construire et de recruter, mais aussi de nous mobiliser comme parti uni et de nous homogénéiser encore plus. Trois axes centraux seront développés : 1/ Reculs

sociaux et écologiques, et capitalisme subventionné ; 2/ Reculs démocratiques, offensive réactionnaire (féminisme, LGBTI), autoritarisme et racisme d'État ; 3/ Colonialisme, impérialisme et guerre ; tous combinés à une seule stratégie : mobilisations, manifestations, grèves.

Un grand meeting en octobre

Cela permet à la fois de développer localement, selon les réalités des comités, des mots d'ordre

spécifiques, et d'avoir un mot d'ordre commun (*Reprenons la rue !*). Un grand meeting central du NPA sera organisé à l'occasion de cette campagne en octobre, avec montée nationale, sur la thématique provisoire *Contre les guerres impérialistes et pour la résistance des peuples*, à rediscuter au CPN de septembre en fonction de l'actualité. Cette campagne sera articulée à la campagne de construction dans la jeunesse, *Reprenons la fac* :

Réunion publique Écologie et anticapitalisme en Catalogne Nord et Sud.

Ce vendredi 4 juillet, le NPA-l'Anticapitaliste organisait à Perpignan, avec nos camarades du groupe local Fem Catalunya Nord (Faisons la Catalogne Nord), la deuxième rencontre en Catalan et Français. Après celle sur *Actions municipales et anticapitalisme* avec Philippe Poutou et Ana Gabriel (militante de la CUP, organisation anticapitaliste et indépendantiste de Catalogne Sud), il s'agit de la suite de notre démarche commune de susciter des discussions sur des thèmes qui concernent concrètement la population, dans les valeurs qui nous unissent : anticapitalisme, antifascisme, féminisme, écologie et droit à l'autodétermination des peuples. Toujours au Nautilus, tiers-lieu associatif et culturel résistant, en présence de Christine Poupin et Bernat Lavaquiol, militant de la CUP et du collectif écologiste Pirineus viu (Pyrénées vivantes), nous avons échangé sur les luttes écologistes des deux côtés de la frontière, de

manière à les coordonner à l'avenir.

Ce fut un moment convivial et instructif sur les nombreuses résistances parfois victorieuses contre les Jeux olympiques d'hiver, le tourisme, la bétonisation des terres agricoles, les autoroutes dévastatrices, pour la défense de l'eau et de la biodiversité... Nous avons aussi abordé nos propositions pour construire un autre modèle de société autour de l'écologie sociale. Une belle soirée, malgré la faible affluence. Le combat continue !

CorrespondantEs

À lire sur le site



La riposte contre l'islamophobie se construit dans l'Hérault

Culture

CINÉMA *Loveable*, de Lilja Ingolfsdottir

Film norvégien, avec Helga Guren. Jour2Fête. 1h43. Juin 2025.

Loveable, c'est l'histoire de Maria, jeune femme norvégienne en proie à des tourments qu'elle partage avec tant et tant de ses congénères ! Mais c'est dans son parcours et dans la manière de le raconter, en une succession de tableaux qui se jouent du temps commun, que réside l'originalité de cette œuvre poignante.

Une histoire d'amour...

Une histoire d'amour, une grande, une belle, une formidable histoire d'amour. Oui, mais c'est son histoire d'amour ! C'est elle qui décide que le beau Sigmund sera son homme, elle qui se donne les moyens d'arriver à ses fins. Elle va le chercher et le guide, elle le prend par la main et le conduit sur la voie de la passion. Très adroitement, cette affaire est réglée, au début du film, au rythme même — trépidant — auquel la personnage principale semble mener sa vie. Vite et bien.



...qui finit mal ?

Première bascule : nous sommes sept ans plus tard et Sigmund revient au domicile familial après l'un de ses innombrables déplacements professionnels, juste après que les deux premiers enfants de Maria sont partis avec leur père — garde alternée oblige — au milieu de cris et de pleurs, la laissant en plein désarroi face aux deux plus jeunes

qu'elle a eus avec Sigmund. Celui-ci incarne alors la satisfaction de l'homme content de lui, sûr d'être un mec bien, qui assure, plongé dans l'incompréhension face à cette femme qui, on le sent, oscille entre l'envie de le prendre dans ses bras et celle de l'étrangler. Elle lui fait des reproches, et l'on sent bien qu'elle se le reproche. La crise, quoi. Très ordinaire. Deuxième bascule : Sigmund (prénom bien choisi), incarné par le très norvégien — c'est-à-dire parfait — Oddgeir Thune, fait face à Maria et, le plus calmement du monde — presque gentiment — lui suggère d'apprendre à gérer sa colère. Maria, à raison, est envahie par un puissant sentiment

d'injustice — que nous partageons ! — et une sorte de rage folle et, sûre de son bon droit, fait tout — mais en vain — pour en convaincre le monde.

Ah, Maria !

Troisième bascule : dans le cabinet de la psychologue familiale — épatante Heidi Gjermundsen — et alors que la médiation s'est soldée par un échec cuisant, Maria craque, Maria comprend. Elle reprend la main, elle accepte ses doutes, ses imperfections, et offre au monde — le même — la paix et la sérénité qui l'ont gagnée ! La victoire du « prendre soin » face à un monde de brutes ! Maria, notre sœur, on t'aime !

Claude Moro

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

la-breche.com

la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil
01 49 28 52 44 — contact@la-breche.com

DROIT DES PEUPLES Internationalisme ou géostratégie, il faut choisir!

Pourquoi Trump soutient-il Poutine ? Parce que son projet stratégique consiste à sauver l'hégémonie US en usant de la supériorité militaire yankee pour dicter à la Russie et à la Chine les conditions d'un partage du monde entre puissances — despotiques à l'intérieur, impérialistes à l'extérieur. *Mutatis mutandis*, ce projet est comparable à celui que Hitler caressait avant l'entrée en guerre des États-Unis, quand il envisageait un partage du monde entre Berlin, Tokyo, et Washington.

L'Internationale fasciste

Dans ce projet, Israël est plus que jamais le chien de garde de l'impérialisme US au Moyen-Orient. Trump permet donc tout à Netanyahu, ou presque. Sa relation avec Poutine est plus contradictoire : c'est la relation d'un Capo avec le chef d'une mafia rivale, avec qui il veut délimiter les territoires respectifs. D'où un certain nombre de zigzags. Mais c'est bien de partenariat et de complicité entre bandits qu'il s'agit, il n'y a aucun doute là-dessus.

Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, affirmait il y a quelques mois qu'Israël poursuivait à Gaza les mêmes objectifs que la Russie en Ukraine : « *dénazification et démilitarisation* ». Il faut être aveugle et sourd, en effet, pour ne pas voir que l'enjeu politique fondamental est le même en Ukraine et en Palestine (et ailleurs !) : le droit des peuples à exister et à déterminer eux-mêmes leur destin face au talon de fer des logiques d'écrasement coloniales et suprémacistes.

L'enjeu politique fondamental est le même en Ukraine et en Palestine (et ailleurs !) : le droit des peuples à exister et à déterminer eux-mêmes leur destin

Ce n'est pas par hasard que Trump et la plus grande partie de l'extrême droite internationale soutiennent à la fois Netanyahu et Poutine (et que ceux-ci se soutiennent d'ailleurs mutuellement, en coulisse !). La victoire de ces deux criminels sans scrupules serait pour les aspirants despotes du monde entier un formidable encouragement à établir partout des régimes autoritaires, fascisants ou fascistes. Avec tout ce que cela implique de racisme, de machisme, de négationnisme et d'obscurantisme.

Défendre les droits des peuples

Il est pathétique que la gauche internationale, à quelques trop rares exceptions près (notam-

Poutine se frotte les mains car les crimes génocidaires monstrueux de Netanyahu et Cie contre le peuple palestinien tendent à éclipser les crimes à peine moins monstrueux qu'il commet contre le peuple ukrainien... avec la complicité évidente de Donald Trump.



Rassemblement contre l'agression impérialiste sur l'Iran, le 24 juin 2025 à Paris. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

ment la IV^e Internationale, à travers la résolution majoritaire à son dernier congrès mondial) soit incapable de se hisser au niveau de cet enjeu majeur. Elle devrait défendre une position de principe claire :

- soutien aux peuples en lutte pour leur droit légitime à l'autodétermination ;
- en Palestine, en Ukraine et partout, l'occupation est un crime ;
- droit des peuples à défendre leurs droits, y compris par les armes.

Au lieu de cela, la plus grande partie de la gauche s'est embourbée dans des calculs géostratégiques qui l'amènent à choisir un des camps étatiques en présence contre l'autre, au nom du « moindre mal ». Les uns choisissent le camp de l'Occident, les autres choisissent le camp de ses rivaux. Parfois ouvertement — il y a des « communistes » pro-russes —, le plus souvent au nom d'un faux pacifisme (« pas d'armes pour l'Ukraine »... mais « le peuple palestinien a le droit de se défendre par les armes »). Une position révolutionnaire consiste au contraire à choisir toujours le camp des peuples en lutte, quel que soit le « camp » de l'État qui les opprime.

Internationalisme sans deux poids deux mesures

La gauche se dit « internationale ». Il faut donc rappeler, hélas !, que cette position de principe constitue justement le fondement de l'internationalisme ! « *Prolétaires du monde entier, unissez-vous* » : ce slogan s'adresse bien aux peuples, aux personnes qui les composent, pas à leurs dirigeants, n'est-ce pas ? Il n'implique en soi aucun

soutien politique à ceux-ci, aucun alignement acritique sur leur orientation. Concrètement, il s'agit de soutenir le peuple palestinien en dépit du Hamas (et de « l'Autorité palestinienne » fantôme ! et du rôle des mollahs iraniens !). Il s'agit de même de soutenir le peuple ukrainien en dépit de Zelensky et de sa politique néolibérale pro-OTAN. *Précision n° 1.* Cette position de principe doit s'affranchir de toute comptabilité macabre. Un crime contre l'humanité est un crime contre l'humanité, quelle que soit son ampleur. Le bombardement des civils à Marioupol ou à Kyiv n'est pas « plus acceptable » que le bombardement des civils à Gaza. La déportation-russification des enfants ukrainiens n'est pas « plus acceptable » que le massacre des enfants de Gaza. Il y a « deux poids deux mesures » dans les positions occidentales sur Gaza et l'Ukraine ? Oui, c'est ignoble, c'est à dénoncer ! Mais répondre au « deux poids deux mesures » de l'Occident par un autre « deux poids deux mesures » symétrique du premier est indigne d'une gauche de gauche et, plus largement, de l'éthique la plus élémentaire.

Un crime contre l'humanité est un crime contre l'humanité, quelle que soit son ampleur

Précision n° 2. Cette position de principe doit s'affranchir de tout pacifisme abstrait. Concrètement, le droit des peuples à l'autodétermination et à l'autodéfense implique de dire à la fois « Oui aux armes pour l'Ukraine » et « Stop arming Israel », tout en s'opposant au projet « Rearm Europe » et autres politiques de remilitarisation impérialiste. Ce n'est pas facile,

mais il n'y a pas d'autre voie pour des anticapitalistes-internationalistes.

Poker menteur des empires

J'ai commencé ce billet en écrivant que Poutine se frotte les mains. Dans une certaine mesure, Netanyahu se les frotte aussi. Pour la même raison : la focalisation sur les horreurs sans nom infligées à Gaza détourne l'attention des crimes à peine moins monstrueux qu'Israël commet en Cisjordanie (pour ne pas parler des bombardements israéliens ininterrompus au Liban, en Syrie, dans la plus totale impunité !). Sans compter les régimes arabes (Arabie saoudite, Émirats, Égypte, Maroc...), qui n'ont qu'un souhait : se faire le plus discrets possible en espérant monnayer leur collaboration au « nouveau Moyen-Orient » qui sortira du poker menteur entre les empires. Sur le dos du droit de tous les peuples.

Daniel Tanuro

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
l_anticapitaliste
Lanticapitalist1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°165 est toujours disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org